

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00616]

2 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal déterminant les conditions d'obtention d'une autorisation en tant qu'entreprise de sécurité maritime

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, l'article 13.19., inséré par la loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime;

Vu l'avis 53.347/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. — Dans le cadre de l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o loi : la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

2^o administration : la Direction Sécurité privée de la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur;

3^o agent : la personne visée à l'article 13.20, 5^o, de la loi;

4^o dirigeant opérationnel : l'agent désigné par l'entreprise de sécurité maritime pour diriger les autres agents au cours de la mission et qui assure la direction opérationnelle de celle-ci;

5^o dirigeant : la personne qui a la direction effective d'une entreprise de sécurité maritime ou qui siège au conseil d'administration de l'entreprise;

6^o entreprise de sécurité maritime : l'entreprise visée à l'article 13.18 de la loi;

7^o ministre : le Ministre de l'Intérieur;

8^o équipe de sécurité maritime : équipe qui assure la surveillance, la protection et la sécurité à bord du navire;

9^o activités : activités de surveillance, de protection et de sécurité à bord de navires pour lutter contre la piraterie.

CHAPITRE 2. — Dispositions générales

Art. 2. Toute personne physique ou morale qui demande une autorisation en tant qu'entreprise de sécurité maritime adresse à cet effet une demande à l'administration par courrier recommandé à la poste.

La demande doit contenir les documents et renseignements prévus dans le présent arrêté.

La demande de renouvellement de l'autorisation doit être introduite auprès de l'administration au moins six mois avant l'expiration de l'autorisation.

Section 1^{re}. — Demande émanant d'une entreprise ayant un siège d'exploitation sur le territoire belge

Art. 3. La demande d'autorisation émanant d'une entreprise ayant un siège d'exploitation sur le territoire belge contient les documents et renseignements suivants :

1^o le numéro d'entreprise;

2^o une copie de l'acte de constitution et/ou des modifications statutaires, tels que publiés au *Moniteur belge*;

3^o une attestation d'assurance valable concernant l'assurance responsabilité civile et contractuelle de l'entreprise de sécurité maritime, comme prévu par l'article 3 de la loi, dont le modèle est fixé par l'arrêté royal du 27 juin 1991 fixant les modalités relatives à l'assurance

FEDERALE OVERHEIDS DIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00616]

2 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende de voorwaarden tot het verkrijgen van een vergunning als maritieme veiligheidsonderneming

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, artikel 13.19, ingevoegd bij de wet van 16 januari 2013 houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij;

Gelet op advies 53.347/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. — In het kader van de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o wet : de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

2^o administratie : de Directie Private Veiligheid bij de Algemene Directie Veiligheid en Preventie bij de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

3^o agent : persoon zoals bedoeld in artikel 13.20, 5^o, van de wet;

4^o operationeel leidinggevende : de agent die door de maritieme veiligheidsonderneming wordt aangeduid om de andere agenten te leiden tijdens de opdracht en die de operationele leiding neemt van deze;

5^o leidinggevende : persoon die de werkelijke leiding heeft van een maritieme veiligheidsonderneming dan wel zetelt in de raad van bestuur van de onderneming;

6^o maritieme veiligheidsonderneming : onderneming zoals bedoeld in artikel 13.18 van de wet;

7^o minister : de Minister van Binnenlandse Zaken;

8^o maritieme veiligheidsploeg : ploeg die voor het toezicht, de bescherming en veiligheid aan boord van het schip zorgt;

9^o activiteiten : activiteiten van toezicht, bescherming en veiligheid aan boord van schepen om te strijden tegen piraterij.

HOOFDSTUK 2. — Algemene bepalingen

Art. 2. Elke natuurlijke of rechtspersoon die een vergunning aanvraagt als maritieme veiligheidsonderneming, richt daartoe een aanvraag bij ter post aangetekende brief aan de administratie.

De aanvraag dient de bescheiden en inlichtingen bepaald in dit besluit te bevatten.

De aanvraag tot vernieuwing van de vergunning moet ten minste zes maanden voor het aflopen van de vergunning ingediend worden bij de administratie.

Afdeling 1. — Aanvraag uitgaande van een onderneming met een exploitatiezetel op het Belgische grondgebied

Art. 3. De aanvraag tot vergunning uitgaande van een onderneming met een exploitatiezetel op het Belgische grondgebied bevat de volgende bescheiden en inlichtingen :

1^o het ondernemingsnummer;

2^o een kopie van de oprichtingsakte en/of de statutenwijziging, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

3^o een geldig verzekeringssattest inzake de verzekering van de burgerlijke en contractuele aansprakelijkheid van de maritieme veiligheidsonderneming, zoals bedoeld in artikel 3 van de wet, waarvan het model is vastgelegd bij koninklijk besluit van 27 juni 1991 houdende

couvrant la responsabilité civile des entreprises de gardiennage, des services internes de gardiennage et des entreprises de sécurité maritime;

4° le numéro de téléphone, l'adresse e-mail et l'adresse du siège d'exploitation auxquels la personne de contact de l'entreprise est joignable;

5° une liste du personnel administratif et logistique, des agents, des dirigeants opérationnels et des dirigeants au sein de l'entreprise, avec mention de leur nom, prénom, numéro de registre national, nationalité et adresse complète;

6° pour le personnel administratif et logistique, les agents, les dirigeants opérationnels et les dirigeants au sein de l'entreprise :

a) un extrait de casier judiciaire conforme au modèle visé à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'Instruction criminelle ou un autre document équivalent, si l'intéressé a son domicile à l'étranger, datant de maximum six mois, au moment de l'introduction de la demande;

b) un historique, signé par l'intéressé, de ses activités professionnelle;

c) un document entièrement rempli de consentement à l'enquête sur les conditions de sécurité d'après le modèle figurant en annexe 4 de l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif aux modalités en matière d'octroi, de durée de validité, de refus et de destruction de la carte d'identification et à la procédure en matière d'enquêtes sur les conditions de sécurité;

7° pour les agents et les dirigeants opérationnels :

a) la preuve que l'intéressé a exercé légalement, pendant au moins deux ans, des activités armées de gardiennage et de protection à bord de navires, et qu'il est toujours autorisé à le faire conformément à la législation dont il relève;

b) la preuve que l'intéressé répond aux exigences prévues par l'article 13.20, § 1^{er}, 5°, b) de la loi;

c) la preuve que l'intéressé répond aux conditions en matière d'examen psychotechnique, comme visées à l'article 6, premier alinéa, 5°, de la loi;

d) la preuve que l'intéressé a réussi la formation qui a été prévue en exécution de l'article 13.20, § 1^{er}, 5°, c) de la loi;

8° en ce qui concerne le cas tel que visé à l'article 13.20, § 1^{er}, 3°, a) de la loi : la preuve que l'entreprise a exercé légalement, pendant au moins deux ans, des activités de surveillance, de protection et de sécurité à bord de navires pour lutter contre la piraterie de manière armée, sans que des infractions graves à la législation ou à la réglementation aient été constatées dans l'exercice de ces activités. Si l'entreprise a reçu de l'autorité une autorisation comme entreprise de sécurité maritime dans un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne, les documents qui le démontrent doivent être transmis;

9° en ce qui concerne le cas tel que visé à l'article 13.20, § 1^{er}, 3°, b) de la loi :

a) le protocole de collaboration opérationnelle qui a été conclu avec une entreprise de sécurité maritime qui répond aux conditions telles que prévues à l'article 13.20, § 1^{er}, 3°, a) de la loi. Ce protocole doit couvrir l'ensemble de la période d'autorisation et le texte du protocole doit contenir au moins les dispositions suivantes :

- les noms des entreprises qui concluent la convention;

- Les adresses des sièges sociaux et des sièges d'exploitation des entreprises;

- la date de début et de fin de la convention;

- les noms et coordonnées des responsables au sein de l'entreprise de sécurité maritime avec laquelle un protocole de collaboration a été conclu;

a) la preuve que l'entreprise de sécurité maritime avec laquelle l'entreprise a conclu un protocole de collaboration, a exercé légalement, pendant au moins deux ans, des activités de surveillance, de protection et de sécurité à bord de navires pour lutter contre la piraterie de manière armée, sans que des infractions graves à la législation ou à la réglementation aient été constatées dans l'exercice de ces activités. Si cette entreprise a reçu de l'autorité une autorisation comme entreprise de sécurité maritime dans un ou plusieurs Etats membres de l'Union européenne, les documents qui le démontrent doivent être transmis;

vaststelling van nadere regels met betrekking tot de verzekering tot dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de maritieme veiligheidsondernemingen;

4° het telefoonnummer, e-mailadres en adres van de exploitatiezetel waarop de contactpersoon van de onderneming bereikbaar is;

5° een lijst van het administratief en logistiek personeel, de agenten, de operationeel leidinggevenden en de leidinggevenden binnen de onderneming met opgave van naam, voornaam, rijksregisternummer, nationaliteit en volledig adres;

6° voor het administratief en logistiek personeel, de agenten, de operationeel leidinggevenden en de leidinggevende personen :

a) een uittreksel uit het strafregister, dat overeenstemt met het model bedoeld in artikel 596, eerste lid van het wetboek van strafvordering, of een gelijkwaardig getuigschrift indien men zijn woonplaats in het buitenland heeft, dat niet ouder is dan zes maanden op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingediend;

b) een door betrokkenen ondertekende historiek van zijn beroepsactiviteiten;

c) een volledig ingevuld document van instemming met het onderzoek naar de veiligheidsvooraarden volgens het model opgenomen in bijlage 4 van het koninklijk besluit van 26 september 2005 betreffende de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur, de weigering en de vernietiging van de identificatiekaart en de procedure inzake de onderzoeken naar de veiligheidsvooraarden;

7° voor de agenten en de operationeel leidinggevenden :

a) het bewijs dat betrokkenen gedurende ten minste twee jaar op wettige wijze gewapende activiteiten heeft uitgeoefend inzake bewaking en bescherming aan boord van schepen en nog steeds toegelaten is om dat te doen volgens de wetgeving die op hem van toepassing is;

b) het bewijs dat betrokkenen voldoet aan de vereisten zoals voorzien in 13.20, § 1, 5°, b) van de wet;

c) het bewijs dat betrokkenen voldoet aan de voorwaarden inzake psycho-technisch onderzoek zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5° van de wet;

d) het bewijs dat betrokkenen geslaagd is in de opleiding dewelke werd voorzien in uitvoering van artikel 13.20, § 1, 5°, c) van de wet;

8° voor wat betreft het geval zoals bepaald in artikel 13.20, § 1, 3°, a) van de wet : het bewijs dat de onderneming ten minste gedurende twee jaar, op gewapende wijze, wettig activiteiten heeft uitgeoefend inzake bewaking, bescherming en veiligheid van schepen om te strijden tegen piraterij zonder dat er ernstige inbreuken op de wetgeving of regelgeving werden vastgesteld bij de uitoefening van deze activiteiten. Indien de onderneming een door de overheid verleende vergunning als maritieme veiligheidsonderneming heeft verkregen in één of meerdere lidstaten van de Europese Unie, dienen de documenten die dit aantonen, mee overgemaakt te worden;

9° voor wat betreft het geval zoals bepaald in artikel 13.20, § 1, 3°, b) van de wet :

b) het operationeel samenwerkingsprotocol dat werd afgesloten met een maritieme veiligheidsonderneming dewelke beantwoordt aan de voorwaarden voorzien bij artikel 13.20, § 1, 3°, a) van de wet. Dit protocol dient de gehele vergunningsperiode te dekken en de tekst ervan bevat minimaal de volgende bepalingen :

- de namen van de ondernemingen dewelke de overeenkomst afsluiten;

- de adressen van de maatschappelijke zetels en de exploitatiezetels van beide ondernemingen;

- begin- en einddatum van de overeenkomst;

de namen en contactgegevens van de verantwoordelijken binnen de maritieme veiligheidsonderneming met dewelke een samenwerkingsprotocol werd afgesloten;

b) het bewijs dat de maritieme veiligheidsonderneming met dewelke een protocolakkoord werd afgesloten ten minste gedurende twee jaar, op gewapende wijze, wettig activiteiten heeft uitgeoefend inzake bewaking, bescherming en veiligheid van schepen om te strijden tegen piraterij zonder dat er ernstige inbreuken op de wetgeving of regelgeving werden vastgesteld bij de uitoefening van deze activiteiten. Indien deze onderneming een door de overheid verleende vergunning als maritieme veiligheidsonderneming heeft verkregen in één of meerdere lidstaten van de Europese Unie, dienen de documenten die dit aantonen, mee overgemaakt te worden;

10° une déclaration sur l'honneur qui précise que l'entreprise effectuera elle-même les activités et ne les confiera pas en sous-traitance à une autre entreprise, excepté dans les cas déterminés par le Ministre de l'Intérieur;

11° le modèle de manuel de procédures qui doit être transmis, en exécution de l'article 13.24 de la loi, à l'équipe de sécurité maritime;

12° une description du type et du modèle des menottes qui seront utilisées pendant les missions, conformément à l'article 13.27 de la loi, le cas échéant lors de la rétention;

13° une liste des armes qui, dans l'exercice des missions, pourront être montées à bord, en spécifiant le modèle, la marque, le type et le calibre;

14° des documents délivrés par les autorités compétentes démontrant que l'entreprise respecte la réglementation, relative au stockage et chargement à bord des armes dont les agents seront équipés, qui est en vigueur sur le territoire concerné;

15° la preuve que l'entreprise de sécurité maritime dispose au moins :

- d'une équipe qui peut surveiller le navire conformément aux dispositions prises en exécution de l'article 13.21 de la loi;

- de suffisamment de personnel et d'équipement pour pouvoir exercer au moins une fois l'activité de surveillance, de protection et de sécurité à bord du navire et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 4. La preuve du respect avec l'article 3, 7°, a, 8° en 9°, b, du présent arrêté ne peut consister en une simple déclaration mais doit consister en des pièces écrites concernant la période concernée émanant de tiers.

Le Ministre juge si ces pièces peuvent être prises en considération comme des preuves suffisantes.

Section 2. — Demande émanant d'une entreprise sans siège d'exploitation sur le territoire belge

Art. 5. Le demandeur a le choix :

1° soit la demande contient les documents et renseignements tels que fixés dans la section 1^{re} du présent arrêté;

2° soit la demande contient par élément requis en vertu de la section 1^{re} du présent arrêté, des preuves écrites selon lesquelles l'entreprise a déjà fourni, dans le cadre de l'exercice légal et réglementé des activités visées dans un autre Etat membre de l'Union européenne, des garanties à l'autorité de cet Etat membre, lesquelles ont été approuvées par cette autorité. Ces garanties doivent être équivalentes à celles requises par la loi et ses arrêtés d'exécution.

Art. 6. La preuve du respect avec l'article 5, 2°, du présent arrêté ne peut consister en une simple déclaration mais doit consister en des pièces écrites concernant la période concernée émanant de tiers.

Le Ministre juge si les garanties qui ont été acceptées par l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine, sont équivalentes.

Art. 7. Conformément à l'article 31 de la loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures pour la lutte contre la piraterie maritime, concernant des matières visées à l'article 78 de la constitution, la demande ne doit, en l'attente d'une entrée en vigueur des arrêtés prévus au chapitre III^{ter} de la loi, contenir que les données visées à l'article 3, 1° à 6°, 7°, a) et b), 8°, 10 et 14°, et à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 8. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

10° een verklaring op eer dat de onderneming de opdrachten zelf zal uitvoeren en niet in onderaanneming zal geven aan een andere onderneming, behalve in de door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde gevallen;

11° het model van procedurehandleiding dat in uitvoering van artikel 13.24 van de wet dient overgemaakt te worden aan de maritieme veiligheidsploeg;

12° een beschrijving van het type en het model van de handboeken dewelke overeenkomstig artikel 13.27 van de wet desgevallend bij de vatting gebruikt zullen worden tijdens de opdrachten;

13° een lijst van de wapens dewelke tijdens de uitvoering van de opdrachten aan boord kunnen worden gebracht met specificatie van model, merk, type en kaliber;

14° documenten aangeleverd door de bevoegde autoriteiten waaruit blijkt dat de onderneming de aldaar geldende reglementering betreffende het oplaan en het aan boord brengen van de wapens waarmee de agenten zullen worden uitgerust, naleeft;

15° het bewijs dat de maritieme veiligheidsonderneming minimaal beschikt over :

- één ploeg die het schip kan bewaken conform hetgeen werd bepaald in uitvoering van artikel 13.21 van de wet;

- voldoende personeel en voldoende uitrusting om minstens éénmalig de activiteit te kunnen uitvoeren inzake bewaking, bescherming en veiligheid aan boord van het schip en dit conform de geldende reglementering.

Art. 4. Het bewijs dat overeenkomstig het artikel 3, 7°, a, 8° en 9°, b, van onderhavig besluit moet worden overgemaakt, kan niet bestaan uit een eenvoudige verklaring maar dient schriftelijke stukken uit de bedoelde periode, uitgaande van derden, te bevatten.

De minister oordeelt of deze stukken als voldoende bewijs kunnen beschouwd worden.

Afdeling 2. — Aanvraag uitgaande van een onderneming zonder exploitatiezetel op het Belgische grondgebied

Art. 5. De aanvrager heeft de keuze :

1° ofwel bevat de aanvraag de bescheiden en inlichtingen zoals bepaald in afdeling 1 van dit besluit;

2° ofwel bevat de aanvraag per element dat overeenkomstig afdeling 1 van dit besluit vereist is, de schriftelijke bewijsmiddelen, waaruit blijkt dat de onderneming in het kader van de wettelijke en geregelde uitoefening van de beoogde activiteiten in een andere lidstaat van de Europese Unie reeds waarborgen heeft verstrekt aan de overheid van deze lidstaat en dewelke door deze overheid werden goedgekeurd. Deze waarborgen dienen gelijkwaardig te zijn aan de waarborgen, vereist door de wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 6. Het bewijs dat overeenkomstig het artikel 5, 2°, van onderhavig besluit moet worden overgemaakt, kan niet bestaan uit een eenvoudige verklaring maar dient schriftelijke stukken uit de bedoelde periode, uitgaande van derden, te bevatten.

De minister oordeelt of de waarborgen dewelke door de bevoegde overheid in de lidstaat van herkomst werden aanvaard, gelijkwaardig zijn.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 31 van de wet van 16 januari 2013 houdende diverse maatregelen voor de bestrijding van maritieme piraterij betreffende aangelegenheden als bedoeld door artikel 78 van de Grondwet, dient, in afwachting van de datum van inwerkingtreding van de besluiten voorzien bij hoofdstuk III^{ter} van de wet, de aanvraag uitsluitend de gegevens bepaald in artikel 3, 1° tot 6°, 7°, a) en b), 8°, 10°, 13° en 14°, en in artikel 5 van onderhavig besluit te bevatten.

Art. 8. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET